



Newsletter

Franco-Arabe

LETTRE DE LA CHAMBRE DE COMMERCE FRANCO-ARABE - N° 156 JUIN-JUILLET 2023

Paris, capitale temporaire de la dynamique du monde arabe !

SOMMAIRE

- **Edito du Président : Paris, capitale de la dynamique du monde arabe !** p 1
- **Exportations : la France résiste dans les pays ANMO.** p 2
- **Sommet bancaire et économique euro-méditerranéen 2023.** p 3-4
- **Publicité : Veolia.** p 5-6
- **Visite du Prince héritier ben Salmane, à Paris.** p 7
- **Forum franco-saoudien de l'investissement.** p 8
- **Brèves économiques du M.O.** p 9
- **Brèves économiques du Golfe.** p 10-12
- **Publicité : Transdev.** p 13

Pour une fois, faisons-nous plaisir !

Depuis la tenue de notre Sommet économique France-Pays arabes, le 15 mars dernier, dont les participants et les administrateurs de la CCFA, français comme arabes, ont reconnu le succès, Paris s'est imposée depuis et jusqu'à ces derniers jours, comme la capitale de la dynamique du monde arabe.

La CCFA a été impliquée dans une série d'événements qui ont clairement illustré tout l'intérêt que les entreprises françaises en particulier, mais aussi les acteurs publics, portent à la dynamique du monde arabe.

Le Sommet de l'Union des Banques Arabes, fin mai, a braqué le projecteur sur les relations et le développement de la région euro-méditerranéenne et du monde arabe. Puis en juin, à Bercy, les deux journées « Vision Golfe » ont traité des potentiels des pays du GCC dans les secteurs de la logistique ou de l'I.A, de leurs investissements dans les technologies énergétiques ou digitales les plus modernes, de leurs appétits pour les produits français dans le luxe, l'agroalimentaire, ou les technologies. Ces deux jours ont été suivis par les événements pilotés par l'Arabie saoudite, la seconde visite du Prince héritier à Paris étant l'occasion de dérouler toute une série de rencontres et de présentations des dynamiques saoudiennes dans la perspective de la réalisation et de la célébration de la « Vision 2030 ».

Cela a encore été la visite du ministre koweïtien des Affaires étrangères qui a porté, avec la ministre française de l'Europe et des Affaires étrangères, le partenariat franco-koweïtien à un niveau stratégique. Sans oublier les déplacements de ministres du Qatar, la tenue à l'initiative du Président de la République, M. Emmanuel Macron, du Sommet pour un nouveau pacte financier, ou encore la conférence qui a rassemblé les Ambassadeurs d'Arabie saoudite, de Djibouti, et des Comores, sur le monde arabe et l'Afrique... Sans être exhaustif sur ce calendrier « franco-arabe », oui, Paris a été la capitale de la dynamique à l'œuvre dans le monde arabe.

Tout cela est, certes, particulièrement réjouissant. Mais est-ce que cela sera assez, au regard des bouleversements qui interviennent dans le monde arabe, en particulier depuis la fin de l'année dernière ?



Visitez le site de la **Chambre de commerce franco-arabe**
www.ccf Franco-arabe.org

CHAMBRE DE COMMERCE FRANCO-ARABE

La volonté d'indépendance stratégique des pays arabes - que ce soit en Afrique du Nord ou au Moyen-Orient - fait qu'il faut oublier vouloir leur imposer des positions diplomatiques ou économiques. Ils entendent bien ainsi être traités d'égal à égal. Mais c'est aussi l'irruption à la fois diplomatique et économique de la Chine au Moyen-Orient, qui affiche des succès rapides comme le rapprochement spectaculaire entre l'Iran et l'Arabie saoudite. Tout cela vient bousculer le jeu établi, et nos habitudes aussi.

On pourra certainement encore constater cette nouvelle donne, dans quelques semaines. Le probable élargissement des BRICS à l'Algérie, à l'Arabie saoudite, à l'Égypte, voire à l'Indonésie, constituera un nouveau « G 9 ». Et que dire encore du retour de la Syrie au sein de la Ligue Arabe ? Et de la constitution de ce « Sud global », certes hétérogène, mais tout aussi soucieux de s'affranchir des anciennes dépendances.

Est-ce que toutes ces rencontres, toutes ces manifestations à Paris, seront suffisantes pour défendre notre rang ? La France, heureusement, essaie de tenir sa place. Mais cette dernière n'apparaît-elle pas de plus en plus fragile ? Challengee en tous cas par cette nouvelle donne internationale, par notre façon de considérer le monde, mais aussi, disons-le, par un puissant trouble intérieur dont les conséquences, comme nous venons de le vivre, peuvent être ô combien dangereuses.

Profitons de ces vacances pour réfléchir à tout cela.

Et surtout, pour élaborer des plans d'action. C'est ce que nous ferons à la Chambre de Commerce Franco Arabe.

Vincent REINA

Exportations : la France résiste à la nouvelle donne économique dans les pays ANMO au T1 2023

Rien n'aura été épargné à l'économie française durant ces trois dernières années. Les crises se sont succédées à un rythme ne laissant aucun répit : pandémie et confinement, guerre en Ukraine, flambée des prix de l'énergie, inflation, pénuries de certains composants pour l'industrie et, « cerise sur le gâteau », tensions et mouvements sociaux contre la réforme de la retraite. Et pourtant, les entreprises résistent et les prévisions de la Banque de France tablent sur une croissance de + 0,6 % cette année, en misant sur un cycle de croissance en trois « R » : résilience, ralentissement et reprise à partir de 2024.

Des prévisions confirmées d'ailleurs par les économistes du FMI et de l'OCDE qui annoncent pour la France respectivement une croissance de 0,7 % et 0,8 % en 2023 et 1,3 % pour 2024, alors que l'économie de son premier partenaire européen, l'Allemagne, fait du surplace et stagne cette année, avant une reprise de 1,3 % annoncée en 2024.

L'accalmie sur le front des prix de l'énergie, la détente sur l'approvisionnement de certains produits, notamment les composants pour l'industrie, le reflux de l'inflation (5,1 % en mai), la consommation des ménages qui retrouve son niveau d'avant la crise sanitaire, le taux de chômage qui n'a jamais été aussi bas à 7,1 % de la population active et enfin, l'accalmie sur le front social, sont parmi les multiples raisons avancées pour expliquer cette résistance de l'économie française.

Si la résistance de l'économie est de mise sur le plan intérieur, qu'en est-il sur le plan du commerce extérieur ? Là aussi la situation s'améliore, quelque peu. Le solde commercial du premier trimestre affiche, certes, un déficit de - 29,6 milliards d'euros, mais montre une amélioration de + 11,9 milliards par rapport aux trimestres précédents. Ceci s'explique par la forte baisse des importations (- 7,4 %) notamment des produits énergétiques (- 10,3 milliards d'euros) et un recul moins important des exportations (- 1,6%) avec un solde des produits manufacturés qui s'améliore de + 3 milliards. Par ailleurs, une légère hausse des parts de marché de la France semble se confirmer pendant ce premier trimestre.

Qu'en est-il des échanges de la France avec les pays ANMO et tout particulièrement de ses exportations vers ces pays à l'heure

où la concurrence se fait de plus en plus rude ? Vers l'Algérie, les exportations françaises au T1 2023 ont progressé de 23 % passant de 805,173 millions d'euros à 991,883 millions, portées par les produits pharmaceutiques (+ 52 %), les produits laitiers (+ 404 %), et l'industrie automobile (+ 10 %). Vers le Maroc, elles ont augmenté de 9 % s'établissant à 1,6 milliard d'euros contre 1,4 milliard au T1 2022, boostées par l'industrie aéronautique (+ 96 %), l'automobile (+ 29 %) et le matériel électrique (+ 31 %). Vers la Tunisie, les exportations françaises reculent de 7 % du fait de la diminution des exportations d'aéronefs et d'engins spatiaux (- 75 %). Alors que vers l'Égypte, les exportations françaises font un bond de 46 % à 543,895 millions d'euros, contre 371,858 millions au premier trimestre 2022. Là aussi, le poids des exportations d'aéronefs et des véhicules automobiles fait la différence puisqu'elles progressent respectivement de 17, 811 millions d'euros au T1 2022 à 235,568 millions au T1 2023 et de 12,872 millions d'euros à 30,676 millions d'euros, alors que dans le même temps les exportations des produits pharmaceutique, des produits laitiers baissent. Par ailleurs, les exportations françaises vers la Libye stagnent, mais progressent légèrement vers Djibouti, portées par les ordinateurs et équipements périphériques ou électriques, les câbles électriques et les plats préparés.

Vers les Emirats arabes unis la progression des exportations d'engins spatiaux (+ 51 %), de produits pharmaceutiques (+ 18 %) et des parfums (+ 16 %) participe à la hausse des exportations françaises de (+ 26 %). Vers le Bahreïn, les exportations progressent de (+ 133), portées par l'envolée des exportations d'aéronefs, des moteurs et turbines, des préparations pharmaceutiques et du matériel électrique. Vers le Qatar, la baisse des exportations d'instruments de mesure (- 88 %) et la stagnation des exportations des parfums, d'articles de voyages et d'aéronefs font reculer les exportations de (- 41 %). Même constat pour les exportations françaises vers Oman qui baissent de 22 %.

An total les exportations françaises vers les pays ANMO progressent de près de 6 % au premier trimestre 2023, s'établissant à près de 6,8 milliards d'euros. Elles trouvent ainsi, malgré une conjoncture incertaine, les ressorts pour progresser sur les marchés de la zone, avec un poids important des industries de pointe et des produits manufacturés.

Union des Banques Arabes : Sommet bancaire et économique euro-méditerranéen 2023

« Pour une relation économique euro-méditerranéenne durable »

L'Union des Banques Arabes a organisé, le 25 mai 2023 à Paris, son Sommet bancaire et économique annuel sur le thème « Pour une relation économique euro-méditerranéenne durable », placé sous le haut patronage du Président de la République, M. Emmanuel Macron, avec le partenariat de la Fédération Française des Banques, de l'Union Bancaire Francophone, de l'Union pour la Méditerranée, de la Fédération Européenne des Banques, de la Chambre de Commerce Internationale, et de la Chambre de Commerce Franco-Arabe (CCFA).

Au programme de cette rencontre, trois objectifs : discuter des perspectives des relations économiques euro-méditerranéennes, promouvoir le développement durable dans ces pays et renforcer leur résilience face aux multiples défis que traverse le monde. Ce sommet a été aussi l'occasion, comme à l'accoutumée, de décerner le prix du « Banquier arabe 2023 », attribué cette année à M. Abdullah bin Sulaiman Al-Rajhi, président d'Al Rajhi Bank en Arabie saoudite.

En introduction aux tables rondes qui ont animé cette journée, plusieurs responsables politiques et économiques ont évoqué, lors de la séance d'ouverture, les crises successives qui secouent la planète depuis 2008, et tout récemment la pandémie de la Covid-19 et la guerre en Ukraine. Le tout dans un contexte où les effets de l'accélération du réchauffement climatique accentuent la pression sur la sécurité alimentaire et le stress hydrique dans beaucoup de pays.

Le **Dr. El-Hadi Chaibainou**, Secrétaire général de l'Union Bancaire Francophone (UBF), a notamment évoqué l'impact de ces crises sur les prix de l'énergie et les matières premières, avec l'envolée de l'inflation qui en a résulté, comme par ailleurs la perturbation des chaînes d'approvisionnement. Il a noté que d'autres crises pourraient pointer à l'horizon, et notamment bancaire et financière, avec les difficultés des banques digitales, les cryptomonnaies, la cybercriminalité ou encore le blockchain. « Toutes ces crises, il faut les transformer en opportunités » a-t-il dit, en établissant une coopération fondée sur une relation « gagnant-gagnant » et dans le respect de chacun.

De son côté, le Président de l'Union des Banques Arabes, **M. El Etreby**, a estimé que cette rencontre offrait l'occasion de discuter des relations économiques et bancaires dans l'espace euro-méditerranéen et de leur développement dans le cadre des nouveaux défis, cela dans le but de consolider la coopération et de renforcer la concurrence, en reconnaissant le rôle de chacun, dans le développement des échanges entre tous les pays de la région.

Mme Maya Atig, Directeur général de la Fédération Française des Banques, a, elle, mis l'accent sur la contribution du secteur bancaire dans les échanges entre les pays de cette zone. Elle a notamment indiqué que les échanges entre la France et les pays arabes représentaient 20 % du commerce extérieur de la France hors U.E. et souligné que l'exposition des banques françaises aux banques arabes était plus importante que son exposition aux banques chinoises. Par ailleurs, elle a rappelé que les effectifs des banques françaises dans les pays de la Ligue Arabe étaient supérieurs à leurs effectifs en Allemagne, premier partenaire économique européen de la France. Pour finir, Mme Atig a estimé qu'au-delà de leur coopération pour améliorer la transparence des transactions, les banques peuvent contribuer à la lutte contre le réchauffement climatique en apportant leur soutien à l'innovation et à



l'économie verte.

Intervenant lors de cette séquence, le Président de la Chambre de Commerce Franco-Arabe, **M. Vincent Reina**, a estimé que ce « sommet relevait brillamment le défi de réfléchir sur la destinée du monde européen et du monde arabe ». Il a rappelé la tenue du 4ème Sommet économique France-Pays Arabes, organisé par la Chambre, le 15 mars dernier, et les thématiques abordées telles que l'eau, le traitement des déchets, l'alimentation, la santé, les partenariats industriels, pour lesquels les partenariats avec les acteurs du monde de la finance sont incontournables. Et d'ajouter : « la réunion d'aujourd'hui complète notre Sommet du 15 mars dernier et nous enjoint, également, de façon urgente, à rechercher des solutions à l'ensemble des défis sécuritaires et environnementaux auxquels nous sommes confrontés. ». Et de conclure : « je constate avec plaisir que la communauté bancaire et financière arabe, européenne, et méditerranéenne partagent le souci, comme nous, d'apporter des propositions qui pourront contribuer à résoudre ou atténuer ces différentes crises et préparer l'avenir. La CCFA de son côté, est prête, à vos côtés, à tenir sa place de facilitateur pour rapprocher toutes les initiatives, et contribuer à la mise en place des mesures décidées ».

Dans ce contexte de crises, décrit par les différents intervenants, **M. Nasser Kamel**, Secrétaire général de l'Union pour la Méditerranée (UpM), est intervenu pour soumettre quelques pistes de solutions. Il a notamment indiqué que les Banques doivent participer à la lutte contre le réchauffement climatique en soutenant massivement l'économie verte et le numérique. Il a estimé que les changements à opérer devaient se faire dans tous les domaines et être gérés d'une manière globale.

Dernier intervenant dans cette séance d'ouverture, **M. Farid Belhaj**, Vice-Président pour la région ANMO de la Banque mondiale, a estimé que le niveau des échanges entre les pays du Nord et les pays du Sud restait trop faible et que la croissance dans les pays de la région, autour de 3 %, était insuffisante pour traiter notamment du problème de l'emploi. Par ailleurs, il a souligné l'impact de l'inflation sur l'alimentation, la sécurité, la santé, l'éducation et la malnutrition, autant de désavantages pour les générations futures. Il a appelé à une plus grande coopération pour aborder toutes ces difficultés.

Deux tables rondes ont ensuite suivi cette séance d'ouverture. La première a réuni notamment, M. Amine Salam, ministre libanais



de l'Economie et du Commerce, M. Sébastien de Brouwer, Chef du bureau de la stratégie à la Fédération Européenne des Banques, Mme Magali Cesana, Chef des affaires bilatérales et internationales du Trésor français, et M. Thierry Simon, Directeur de l'UBAF. Parmi les thèmes évoqués par les intervenants : l'impact de la hausse des taux d'intérêts sur la croissance dans les pays de la région, les nouveaux projets pour dynamiser les relations euro-méditerranéennes et le flux des investissements vers les nouveaux projets, notamment dans les secteurs de l'eau, de la santé, de la finance, des villes nouvelles et de l'industrie.

M. Amine Salam a évoqué la situation difficile de son pays et ses priorités, notamment le besoin d'investissements dans les infrastructures. Il a rappelé les opportunités d'investissements au Liban et souligné l'élan de créativité de la jeunesse dans de nombreux secteurs, donnant ainsi une note d'optimisme.

M. Sébastien de Brouwer a rappelé, une fois encore, que l'Europe, qui vient à peine de sortir de la crise de la Covid-19, se trouve confrontée à un nouveau défi, celui de la guerre en Ukraine, avec les conséquences que l'on connaît et les risques qu'elle peut engendrer pour le secteur bancaire dans son ensemble. « Il faut travailler ensemble pour appréhender tous les risques et mener à bien cette phase de transition économique et énergétique » a-t-il dit.

Mme Magali Cesana a rappelé, de son côté, dans le contexte difficile de la guerre en Ukraine et des tensions entre les USA et la Chine, la résilience du commerce entre l'Europe et les pays arabes (+ 22% en 2022 par rapport à 2019), avec une hausse de 42 % des importations en provenance des pays arabes et un solde commercial européen déficitaire en raison en particulier de la facture énergétique. Elle a par ailleurs indiqué que les échanges de la France avec les pays ANMO avaient augmenté de 20 % sur la même période, avec une hausse de 5 % des importations françaises en provenance de ces pays. Enfin elle a indiqué que les pays européens étaient face au défi de la diversification de leurs approvisionnements, afin de réduire les dépendances et raccourcir les distances.

M. Thierry Simon a abordé les problèmes de la fuite du dollar et de la hausse des taux d'intérêts qui obligent certains pays à opérer une sélection dans leurs importations, créant de ce fait des tensions sur certains produits.

Enfin **M. Georges Kanaan**, à la tête de l'Arab Bankers Association à Londres, a estimé qu'il ne fallait plus regarder l'économie d'un pays avec le seul prisme des institutions internationales et des agences de notation. Il a appelé à adapter la notation de chaque économie, en fonction du pays. Enfin, il a estimé que les banques européennes avaient besoin de simplicité dans leurs relations avec leurs clients et de stabilité réglementaire pour faciliter le financement durable.

Abordant les nouveaux chantiers d'investissements dans les pays de la région, les intervenants ont tous cité en priorité les infrastructures, les secteurs de l'énergie, de l'éducation et plus généra-

lement, de l'humain. Pour libérer les investissements vers ces domaines, ils ont aussi appelé à adopter une politique réaliste et à adapter les mesures et les décisions vers des projets dé-carbonés.

La seconde table ronde a réuni notamment Mme Hélène Le Gal, Directrice générale, ANMO, de la Commission européenne, M. Pierre Duquesne, Ambassadeur, ancien délégué interministériel à la Méditerranée et ancien pilote de la stratégie française pour le Liban, M. Antoine Sfeir, Avocat, et M. Carlos Conde, Chef de la division ANMO, à l'OCDE. Trois thèmes figuraient au menu de cette table ronde : les priorités pour un développement durable et inclusif dans l'espace euro-méditerranéen, la coopération euro-méditerranéenne pour garantir la sécurité alimentaire, et les risques que le changement climatique fait porter au développement économique et à la stabilité financière.

Mme Hélène Le Gal a soutenu que la Méditerranée était un espace partagé qui nous oblige à coopérer sur de nombreux sujets. Elle a rappelé que l'Union européenne entretient des relations privilégiées avec les pays du Sud et a adopté un agenda mettant en place des actions à long terme et dans de nombreux domaines dans ces pays. Le réchauffement climatique et la guerre en Ukraine ont montré la nécessité pour les pays ANMO de sécuriser leurs approvisionnements, a-t-elle dit. Et d'ajouter : « nous sommes confronté aux mêmes défis, et pour cela nous devons travailler ensemble », rappelant à cet égard la stratégie européenne « Global Gateway », synonyme de connexions durables et fiables au service des citoyens et de la planète, contribuant à relever les défis mondiaux les plus pressants, allant de la lutte contre le changement climatique à l'amélioration des systèmes de santé en passant par le renforcement de la compétitivité et de la sécurité des chaînes d'approvisionnement mondiales.

L'Ambassadeur Pierre Duquesne, a estimé, pour ce qui le concerne, que la Méditerranée n'est pas un corridor, mais un espace représentant un 7ème continent. Il a rappelé que l'Union pour la Méditerranée, qui existe depuis 15 ans, avait montré que la bi-latéralisation des projets ne fonctionnait pas. Il a surtout souligné le manque de moyens de l'UpM, estimant qu'il était urgent que l'Union européenne lui attribue, enfin, un budget conséquent et à la hauteur des enjeux.

Intervenant en direct de Beyrouth, **M. Antoine Sfeir**, a appelé à définir précisément cet espace euro-méditerranéen et à y intégrer notamment une approche de standardisation des normes.

Enfin, **M. Carlos Conde** a évoqué les impacts négatifs sur le développement économique et humain des sanctions appliquées aux états, et la nécessité d'un dialogue renforcé entre secteurs privés et pouvoirs publics.

Cette première journée s'est poursuivie le lendemain par une rencontre à la Chambre de Commerce Internationale sur les mécanismes alternatifs de résolution de conflit, rassemblant experts français, européens et arabes.

VEOLIA, UN PARTENAIRE LEADER MONDIAL, POUR RÉPONDRE AUX ENJEUX LIÉS À L'EAU ET L'ENVIRONNEMENT DANS LES PAYS ARABES

Dans beaucoup de régions, l'eau et l'environnement sont des sources d'inquiétude, voire de tensions. Cela est encore plus vrai dans les Pays Arabes, avec, d'un côté, l'aggravation du stress hydrique, la raréfaction des ressources naturelles, les pollutions, les rapides changements climatiques, et de l'autre côté, la croissance des populations et les besoins de l'économie.



//

Le continent Africain, tout comme le Proche & Moyen-Orient, sont des terres de défis. Partout où Veolia est présent, nos activités reposent sur trois piliers : être économiquement viable, être socialement responsable et être environnementalement vertueux.

Philippe Bourdeaux

Director Veolia Afrique, Proche et Moyen-Orient



//

Au Maroc, au Proche et Moyen-Orient, des solutions durables, efficaces et duplicables existent déjà.

Nous rendons l'eau durable

Présentes depuis plus de 20 ans au Maroc, les équipes de Veolia accompagnent le Royaume Chérifien dans sa politique de développement durable et son ambition de réutiliser 325 millions de m³ d'eaux usées à l'horizon 2030. À Tanger et Tétouan, plus de 700 ha d'espaces verts sont arrosés par les eaux de REUSE, soit 81% de la surface totale des espaces verts. Et à Rabat ce sont 800 ha d'espaces verts qui sont arrosés par les eaux de REUSE, soit 95% de la surface totale des espaces verts.



À l'usine de dessalement de Sur, en Oman, Veolia fait face au défi de la rareté de la ressource en produisant chaque jour plus de 130 000 m³ d'eau potable grâce aux technologies de dessalement les plus innovantes pour alimenter 600 000 habitants de la région de Sharqiyah. Une usine de dessalement écologique grâce à la mise en place de 107 000 m² de panneaux solaires.

Nous optimisons les ressources énergétiques de nos clients du Proche et Moyen-Orient

Enova, coentreprise entre Majid Al Futtaim Ventures et Veolia, propose une large gamme de solutions d'efficacité et de performance énergétiques aux secteurs public, résidentiel, commercial, industriel et de santé. Déjà présent dans tous les centres commerciaux et les aéroports du Golfe, à Dubaï Enova opère désormais le plus long réseau de métro entièrement automatisé du monde qui s'étend sur 90 km.



Nous traitons et valorisons les déchets dangereux

En Arabie Saoudite, c'est un projet phare qui a pour cadre le plus grand complexe pétrochimique du monde. Dans la zone Industrielle de Jubail, notre usine de traitement des déchets dangereux a une capacité de traitement de 60 000 tonnes/an et garantit la valorisation énergétique de 100% de ses déchets dangereux. **Aux Emirats**, nous traitons les déchets dangereux et radioactifs d'ADNOC (Abu Dhabi National Oil Company) dans ses deux usines du parc industriel de Ruwais, d'une capacité annuelle totale de 68 500 tonnes.

Plus d'informations :

Direction de la Communication Veolia Afrique, Proche et Moyen-Orient
amo-communication@veolia.com

30 rue Madeleine Vionnet 93300 Aubervilliers

www.veolia.com/africa

www.veolia.com/middleeast

Arabie saoudite : visite du Prince héritier Mohammed ben Salmane à Paris

Le Prince héritier, Mohammed ben Salmane, a effectué mi-juin une visite de 10 jours en France. Au programme de cette visite, la seconde en un an, figuraient notamment un déjeuner de travail avec le Président, M. Emmanuel Macron, la participation à la réception officielle de présentation des candidatures pour l'organisation de l'Exposition universelle 2030 et enfin sa participation au « Sommet pour un nouveau pacte financier mondial » organisé par l'Élysée pour soutenir les pays les plus vulnérables, lutter contre le réchauffement climatique et préserver la biodiversité.



Lors du déjeuner de travail à l'Élysée, le Prince héritier Mohammed ben Salmane et le Président Emmanuel Macron ont évoqué plusieurs questions régionales et internationales d'intérêts communs. Ils ont notamment abordé les sujets touchant à la stabilité et la sécurité dans la région, à l'aune du rétablissement, sous l'égide la Chine, des relations diplomatiques entre le Royaume Saoudien et la République Islamique d'Iran. Par ailleurs, la guerre en Ukraine a été parmi les sujets prioritaires de ce rendez-vous avec le Président français qui croit que « l'Arabie saoudite peut exercer une influence, y compris sur la Russie » selon l'Élysée. Enfin, la crise politique et économique au Liban et la difficulté à faire élire un nouveau Président a été au cœur des discussions. Paris entend pousser l'Arabie saoudite à jouer son rôle de puissance régionale « pour créer, avec d'autres partenaires régionaux, les conditions favorables à l'élection d'un Président » et à soutenir financièrement le pays du cèdre.

Autre point fort de la visite du Prince héritier : sa participation à la cérémonie de présentation des candidatures pour l'organisation de l'Exposition universelle 2030. L'Arabie saoudite qui a adopté au travers du plan « Vision 2030 » un vaste programme de modernisation et d'ouverture au monde extérieur, entend, après le grand succès de l'Exposition universelle de Dubaï et la réussite du Mondial de football au Qatar, clôturer son cycle de développement, la « Vision 2030 », par une grande exposition universelle à Riyad sur le thème "L'ère du changement : ensemble pour préparer l'avenir". Le Royaume est en concurrence pour l'organisation de cette grande manifestation internationale avec l'Italie, la Corée du Sud et l'Ukraine, mais elle sait qu'elle peut compter sur le soutien de la France et de nombreux pays africains notamment. Le Bureau International des Expositions, qui a son siège à Paris, votera pour départager les candidats en novembre prochain.

Dernier rendez-vous et non des moindres, le Prince héritier a participé aux côtés du Président français, au « Sommet pour un nouveau pacte financier mondial » les 22 et 23 juin au Palais Brongniart, avec la participation d'une centaine de pays dont une

quarantaine de chefs d'Etats et de gouvernements et des représentants des organisations et institutions financières internationales. L'objectif de cette rencontre visait à créer les bases d'un système financier international capable d'aider les pays les plus vulnérables à ne plus avoir à choisir entre lutter contre la pauvreté dans leur pays ou lutter contre le réchauffement climatique et la préservation de la biodiversité. Si aucune décision formelle n'a été prise à la fin de ce Sommet, une feuille de route commune, détaillée, jusqu'à la mi-2024, a été adoptée, et les participants ont affirmé leur détermination collective à relever les défis communs en matière de climat, d'environnement et de développement par une coopération mondiale renforcée. Ils ont pris une série d'orientations qui contribueront à réformer le système financier international, près de 80 ans après la création des institutions de Bretton Woods, et à améliorer la protection des biens publics mondiaux permettant de préserver la planète et d'en prendre soin tout en garantissant aux plus pauvres des financements à faible coût.

Volume des échanges entre la France et l'Arabie sur les 4 premiers mois 2023

Aux quatre premiers mois de cette année le volume des échanges entre la France et le Royaume ont atteint 2,7 milliards d'euros contre 2,2 milliards sur la même période l'année dernière, soit une hausse de 23%.

Les exportations françaises vers l'Arabie ont enregistré un volume de 910,375 millions contre près de 1,4 milliard sur la même période en 2022, soit une baisse de -20% .

Quant aux importations elles affichent un volume de près de 1,8 milliard d'euros au cours des quatre premiers mois 2023 contre près de 1,1 milliards sur la même période en 2022 en hausse 62%. La hausse du volume des importations est essentiellement imputable à la facture des produits du raffinage du pétrole et du pétrole brut qui s'élève respectivement à près de 1 milliard et à 672,581 millions d'euros.

Forum franco-saoudien sur l'investissement



Explorer les nouvelles opportunités d'investissements et élaborer une vision commune pour les dynamiser étaient au cœur des objectifs du Forum franco saoudien sur les investissements, tenu le 19 juin à Paris dans les Salons Hoche. Ouverte par le ministre français du Commerce extérieur, de l'Attractivité et des Français de l'étranger, M. Olivier Becht, et par M. Khalid Al-Falih, ministre saoudien de l'Investissement, cette rencontre, qui a suscité un large engouement auprès des acteurs économiques et responsables français, était aussi une occasion pour faire le point sur les échanges économiques entre la France et le Royaume et leur perspective de développement dans le cadre du programme mis en place par l'Arabie saoudite, la « Vision 2030 », et du plan français, « France 2030 ».

Deux interventions, celle du ministre des Communications et des Technologies de l'information M. Abdullah Alswaha, et du ministre du Tourisme, M. Ahmed al-Khatib et des tables rondes sur différents thèmes, notamment sur le tourisme, la tech et la transition énergétique ont animé cette rencontre.

M. Olivier Becht a estimé que la France et l'Arabie pouvaient « être fiers de leur coopération. » Il a rappelé la présence française dans le Royaume à travers les entreprises françaises implantées sur le sol saoudien et estimé que les différents projets dans le cadre du plan de développement « Vision 2030 » étaient des opportunités pour les entreprises françaises de développer et consolider la coopération entre les deux pays. Par ailleurs, il a indiqué que le plan « France 2030 » ouvrait aussi de nouvelles opportunités d'investissements aux acteurs économiques saoudiens pour renforcer cette coopération.

M. Khalid Al-Fatih a rappelé l'excellence des relations entre la France et le Royaume et souligné que la France était le 3ème investisseur étranger en Arabie. Il a cité les secteurs porteurs dans son pays pour les entreprises françaises, notamment le tourisme, le digital, la recherche spatiale, les nouvelles technologies, les transports et la mobilité, et l'énergie. Par ailleurs, M. Al-Fatih a insisté sur l'importance des relations franco-saoudiennes à l'heure où le Royaume cherche à diversifier son économie dans le cadre de la « Vision 2030 » et tout particulièrement dans le secteur du tourisme. « La France a un rôle important à jouer dans le développement de ce secteur » a-t-il dit. Enfin, il a indiqué que de nombreuses réalisations, dans son pays dans le cadre de la « Vision 2030 », porteront les empreintes du partenariat franco saoudien et, il a annoncé l'ouverture à Paris d'un bureau du Fond stratégique

saoudien (PIF).

Intervenant sur le développement du secteur de la technologie dans le Royaume, M. Abdullah Alswaha a souligné les différences avancées dans ce secteur. Il a rappelé que la première femme arabe astronaute envoyée dans la station spatiale internationale était saoudienne. Par ailleurs, il a estimé que ce marché avait atteint 40 milliards de dollars depuis le lancement du plan « Vision 2030 » et souligné tout particulièrement la croissance massive de l'I.A. générative, indiquant qu'elle constituait une opportunité considérable de collaboration entre l'Arabie saoudite et la France. Notant que l'Arabie saoudite comptait déjà plus de 340.000 techniciens, il a indiqué que « le Royaume est en train de devenir le prochain grand centre technologique mondial ».

Intervenant sur le secteur du tourisme, M. Ahmed al-Khatib a souligné, pour ce qui le concerne, la place accordée par la « Vision 2030 » à ce secteur et à son développement. Il a indiqué que le Royaume, qui vise d'ici 2030 près de 100 millions de visiteurs, investissait massivement pour développer les infrastructures et les outils nécessaires pour faire de l'Arabie une destination touristique de choix. A cet égard il a souligné que le Royaume bénéficiait du savoir-faire français dans ce domaine.

Trois tables rondes organisées sur le tourisme, le numérique et la transition énergétique, et animées respectivement par M. Richard Attias, Chairman of RAA, M. François Barrault, du Digiworld Institute, et M. Frank Brichau, Directeur exécutif de NEOM/ENOWA, avec la participation de plusieurs représentants de grands groupes et responsables saoudiens et leurs homologues français, notamment, Mme Agnes Roquefort, Chief development d'Accor, Mme Béatrice Buffon, d'EDF, Olivier Randet, d'Air Liquide, M. Georges Olivier Reymond, de Pasqal, ou Mme Florence Verzelen, de Dassault systèmes, ont été organisées. Elles ont présenté les ambitieux programmes saoudiens pour développer ces secteurs, les avancées réalisées, l'apport du savoir faire français et l'excellence des liens qui animent la coopération franco saoudienne. Cela a permis également d'officialiser 24 accords de partenariat ou de développement entre entreprises françaises et saoudiennes.

La CCFA, présente aux différents éléments de ces « journées franco-saoudiennes » a également par ailleurs participé à un déjeuner de travail avec le ministre saoudien du Commerce, M. Majid Al Kassabi, qui a pu évoquer les transformations réglementaires en cours dans son pays.

Libye : opportunités accrues pour les entreprises françaises

En dépit d'un contexte politique et sécuritaire toujours instable, le début de l'année 2023 a été marqué par la concrétisation de plusieurs projets d'entreprises françaises. Le premier hypermarché Géant en Libye a ainsi été inauguré le 18 janvier 2023 à Benghazi en présence des autorités locales. Plus grand hypermarché de la ville, il s'agit d'une première implantation pour le groupe Casino qui table sur le développement d'une dizaine de magasins dans les prochaines années. La présence de Géant à Benghazi permet à de nombreuses références françaises d'être proposées à la population locale.

Egalement à Benghazi, Matière, entreprise spécialisée dans les ouvrages d'art dont le siège est basé à Aurillac, y poursuit la construction du premier pont métallique. Les travaux de génie civil ont été lancés par un partenaire privé libyen à qui Matière fournit les composants métalliques.

De son côté, SIDEM (groupe Veolia) a achevé la construction de deux unités de dessalement d'une capacité de 8.000 m³ par jour, chacune selon le procédé thermique MED (MultiEffect Distillation with Thermal Vapour Compression). Ces unités produiront de l'eau industrielle pour les installations de RASCO (filiale de la NOC - National Oil Corporation) à Ras-Lanuf, ainsi que de l'eau potable. Les tests de performance ont été réalisés en février 2023 et se sont montrés concluants, à la satisfaction des équipes de SIDEM et de leurs partenaires de RASCO.



Égypte : 22 mesures en faveur de l'investissement

Le 16 mai 2023, le Conseil suprême de l'investissement, instance présidée par le Président Abdel Fattah Al-Sissi, en présence du Premier ministre, M. Mostafa Madbouli, du Gouverneur de la Banque centrale d'Égypte, M. Hassan Abdalla, ainsi que de ministres, et de représentants du secteur privé, a adopté un ensemble de 22 réformes administratives et fiscales visant à améliorer l'environnement des affaires et stimuler les investissements privés dans le pays. L'ambition affichée est d'augmenter la part du secteur privé dans les investissements (aujourd'hui de 25 % contre 75 % pour la sphère publique).

Le Conseil souhaite également stimuler les exportations, quand seulement 1 % des entreprises privées contribuent actuellement aux exportations égyptiennes. Cinq axes principaux se dégagent de ces réformes : transparence, concurrence, simplification, importations et ciblage. Ces mesures, dont la transcription normative n'est pas encore assurée, visent à attirer 1,6 milliard de livres égyptiennes (53,1 millions de dollars) d'IDE pour l'exercice budgétaire 2023/24 (juillet à juin). A plus long terme, le gouvernement espère porter les exportations à 100 milliards de dollars par an d'ici le milieu de la décennie et à attirer 40 milliards de dollars d'IDE d'ici 2026.



L'économie libanaise toujours en crise

Le département de recherche de la Bank Audi dresse le bilan des trois premiers mois de 2023, marqués par le prolongement d'une crise qui s'éternise depuis près de 4 ans désormais. Il relève notamment des investissements toujours au plus bas, des incertitudes macroéconomiques, des pressions monétaires intenses et des dérives sur le marché des changes. Ainsi, le département de recherche de Bank Audi estime que les investissements pèsent actuellement moins de 10 % du PIB, contre plus de 20 % avant la crise. Le PIB libanais gravite quant à lui autour de 20 milliards de dollars, selon les différentes estimations publiées par les organisations internationales.

Le solde de la balance des paiements a, de façon surprenante, enregistré un excédent de 1,175 milliard de dollars sur les trois premiers mois de 2023. Ce résultat tranche avec le déficit de 3,197 milliards de dollars enregistré lors de l'ensemble de l'exercice 2022, plus en phase avec la tendance affichée depuis plusieurs années, signe que le pays décaisse généralement plus de dollars qu'il n'en encaisse.

Arabie saoudite - France : coopération accrue

La coentreprise entre les trois sociétés d'ingénieries françaises Egis, Setec et Assystem – appelée SEA Joint-Venture - inaugure un nouveau bureau à Al-Ula. Cette ouverture fait suite au partenariat stratégique de dix ans, signé en octobre 2022, qui désigne le consortium comme développeur de l'ensemble des infrastructures du comté en charge des activités d'exploitation et de maintenance. Ces projets d'investissements visent à dynamiser le secteur du tourisme dans l'oasis, dans le cadre de la « Vision 2030 ». Abritant des sites historiques, Al-Ula est située dans la province de Médine, au nord-ouest du Royaume à environ 200 km de la capitale régionale, important site de pèlerinage islamique



Les BRICS souhaitent l'adhésion de l'Arabie saoudite

La Nouvelle Banque de Développement (NDB) a ouvert des négociations avec le Royaume pour en faire un dixième membre. La NDB, basée à Shanghai, a été créée en 2015 par ses membres fondateurs connus sous le nom de BRICS, qui sont le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud, avant l'admission des Émirats arabes unis, de l'Uruguay, du Bangladesh et de l'Égypte. La Présidente de la NDB, Dilma Rousseff, a déclaré que la « banque des BRICS » souhaitait « diversifier ses membres, selon leurs géographies, leurs tailles et leurs stades de développement », ce qui favoriserait l'adhésion de la première puissance économique du Golfe.

E.A.U. : imposition, TVA et levées de fonds

A compter du 1er juin, l'impôt de 9 % sur les sociétés (hors zone franche) est entré en vigueur aux E.A.U. Faisant suite à l'introduction de la TVA à 5 % en 2018, ces mesures visent à augmenter les revenus non pétroliers du pays. D'après les prévisions de l'agence de notation S&P, l'introduction de la corporate tax pourrait ajouter entre 1,5 % à 1,8 % à la croissance du PIB réel des E.A.U, sachant que 70 % de ses recettes seront conservées par l'émirat collecteur et le restant reversé au gouvernement fédéral.

Adnoc Group a levé 769 millions de dollars après l'introduction en bourse de sa filiale Adnoc Logistics & Services. Le groupe a vendu 1,41 milliard d'actions, correspondant à 19 % du capital de son unité logistique, la valorisant à plus de 4 milliards de dollars. Pour mémoire, Adnoc Group a déjà levé 2,5 milliards de dollars après la vente de 5 % du capital d'Adnoc Gas en avril dernier.



Les bénéficiaires de l'Investment Corporation of Dubaï (ICD), le fonds souverain du gouvernement dubaïote, ont enregistré une hausse de 250 % en 2022, atteignant près de 10 milliards de dollars, contre 2,75 milliards en 2021. Le chiffre d'affaires a augmenté de 60 % en glissement annuel, passant de 46 milliards à 73 milliards de dollars entre 2021 et 2022. Le total des actifs de l'ICD a grimpé de 6,9 % pour atteindre 330 milliards de dollars en 2022.

Engie : clôture financière de Mirfa 2

Le groupe français Engie et les émiriens TAQA et EWEC ont annoncé avoir atteint avec succès la clôture financière du projet Mirfa 2, complexe de dessalement de l'eau de mer par osmose inverse de 620 millions de dollars. Prévues pour être opérationnelles au T4 2025, l'usine produira 120 millions de gallons impériaux par jour. L'usine sera détenue à 60 % par TAQA et à 40 % par Engie.

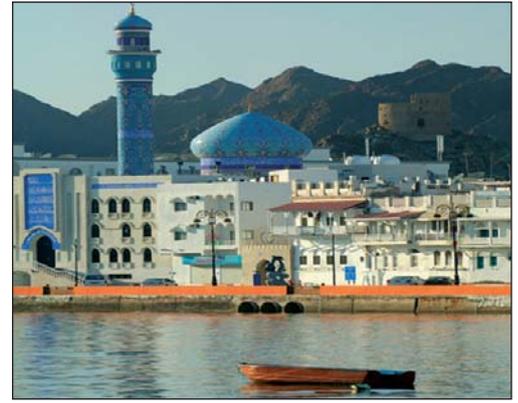
Bahreïn : budget approuvé

Le Parlement de Bahreïn a approuvé le budget général de l'État pour 2023-2024. Le ministre des Finances et de l'Économie nationale, Shaikh Salman bin Khalifa Al Khalifa, a souligné l'objectif de réduction du déficit de l'État, tout en annonçant un projet d'imposition du revenu des investisseurs étrangers et l'augmentation de 3 % des pensions de retraites pour les fonctionnaires.

Oman : nouveaux projets

Le Sultan Haitham bin Tarik a demandé la création d'un nouveau fonds d'investissement, le « Oman Future Fund », sous l'autorité de la Oman Investment Authority (OIA). Doté de 5,2 milliards de dollars, ce fond sera destiné à financer le développement de secteurs clés de la diversification économique ciblés par le programme du gouvernement dans la « Vision 2040 ».

L'Autorité de réglementation des services publics du sultanat a annoncé l'exonération de la taxe douanière, des frais d'immatriculation et de la TVA (0 % pendant trois ans) pour les achats de voitures électriques et pièces détachées associées, à compter du 1er juillet 2023.



France - Qatar : coopération économique

Le ministre qatarien des Finances, Ali bin Ahmed Al-Kuwari, s'est rendu le 31 mai à Paris dans le cadre d'une visite officielle. En marge de son déplacement, le ministre qatarien a présidé avec son homologue français, M. Bruno Le Maire, le comité économique du dialogue stratégique franco-qatarien qui encadre la coopération administrative bilatérale dans les domaines économiques et financiers.

Six jours auparavant, Lolwah bint Rashid Al Khater, ministre d'État à la Coopération internationale, s'était également rendue en France pour une visite de deux jours - les 25 et 26 mai - répondant à l'invitation de Madame Chrysoula Zacharopoulou, secrétaire d'État auprès de la ministre de l'Europe et des affaires étrangères chargée du développement, de la francophonie et des partenariats internationaux.



10 milliards de dollars au français Technip Énergies et à CCC

Qatar Energy a annoncé l'octroi d'un contrat de 10 milliards de dollars à une coentreprise entre Technip Énergies et Consolidated Contractors Company (CCC) qui prévoit la construction de deux trains de gaz naturel liquéfié (GNL) d'une capacité de production totale de 16 millions de tonnes par an situé dans le champ de North Field South (NFS). La signature a eu lieu à Doha en présence du PDG de Technip Énergies, M. Arnaud Pieton, et du Directeur de CCC au Qatar, M. Oussama el-Jerbi. Les projets North Field South et North Field East visent à permettre au Qatar d'augmenter sa production annuelle de GNL de 77 millions de tonnes par an à 126 millions d'ici à 2027. Ils font partie du projet d'expansion du champ pétrolier offshore North Field, le plus grand gisement de gaz naturel au monde que le Qatar partage avec l'Iran. Outre les deux trains de liquéfaction, d'une capacité de 8 millions de tonnes par an chacun, le projet prévoit une installation permettant la capture et le stockage de 1,5 million de tonnes de carbone par an, réduisant les émissions de gaz à effet de serre de plus de 25 % par rapport à des installations de GNL similaires, selon le communiqué de Technip Énergies.



Irak : TotalEnergies remporte un mégacontrat

Le groupe pétrolier français a annoncé le 10 juillet la signature d'un mégacontrat avec les autorités irakiennes d'un montant de 10 milliards de dollars pour augmenter la production énergétique du pays autour de quatre projets pétrolier, gazier et d'énergies renouvelables. Dans le cadre de ce contrat, le groupe français devra notamment exploiter le gaz torché sur les champs pétroliers du sud pour produire de l'électricité et développer une centrale solaire pouvant produire 1GW d'électricité pour le réseau régional de Bassora, deuxième ville du pays.



Bagdad prend la haute main sur le pétrole kurde

Le Parlement irakien a approuvé le budget du pays pour les trois ans à venir par une loi de finances qui dope les investissements et donne à Bagdad plus de contrôle dans la gestion du brut du Kurdistan d'Irak. Pour chacune de ces trois années, les dépenses s'élèveront à près de 153 milliards de dollars, un record. De cette somme, 12,67 % reviennent à la région autonome du Kurdistan d'Irak. Selon cette loi de finances, les ventes de pétrole du Kurdistan d'Irak doivent désormais passer par l'agence étatique chargée de la commercialisation du pétrole irakien, (Somo), et non plus exclusivement par les autorités régionales. En outre, Erbil devra livrer pas moins de 400 000 barils de pétrole/jour à Bagdad. Et les recettes liées à la vente du pétrole kurde à l'étranger devront être déposées sur un compte bancaire, à la Banque centrale d'Irak, géré par Bagdad.

... et entreprend le développement d'un réseau d'infrastructures

Le gouvernement irakien a annoncé le développement de son réseau routier et tout particulièrement le corridor entre le Golfe persique et la côte méditerranéenne en Turquie appelé "le canal sec". Le développement de ce corridor qui s'étend sur 1.200 km reliera le port irakien de Grand Faw, encore en construction, à un réseau de chemin de fer en Méditerranée qui ira jusqu'au canal de Suez. Le projet coûtera environ 17 milliards de dollars et comprendra environ 15 gares le long de la route et pourrait potentiellement être achevé d'ici 2029.

Golfe : les investissements dans le secteur de l'énergie

Dans son rapport annuel World Energy Investment dont l'objectif est de suivre les flux de capitaux dans le secteur de l'énergie, l'Agence internationale de l'énergie (IEA) note que, contrairement aux majors occidentales, les compagnies pétrolières nationales du Golfe ont augmenté leurs investissements pétrole et gaz upstream par rapport à 2019 (+ 10 milliards de dollars en 2022, + 30 milliards de dollars en 2023).

Pour rappel, plusieurs pays de la région souhaitent augmenter leurs capacités de production d'hydrocarbures à moyen terme. Par exemple, d'ici 2027, les Émirats visent une capacité de production de pétrole de 5 millions b/j (contre un peu plus de 4 millions aujourd'hui) et le Qatar souhaite augmenter sa capacité de gaz naturel liquéfié (GNL) de 77 millions de tonnes annuelles à 126 millions de tonnes annuelles.

L'agence internationale note par ailleurs une hausse des investissements dans les énergies renouvelables, notamment en Arabie saoudite, dans les E.A.U et à Oman. Ces observations sont tout à fait cohérentes avec la stratégie énergétique du CCG qui consiste à investir à la fois dans les hydrocarbures et dans les énergies vertes.



Migration et développement : les envois de fonds marquent le pas

Selon la dernière note d'information sur les migrations et le développement, publiée le 13 juin dernier par la Banque mondiale, les remises migratoires à destination des pays à revenu faible et intermédiaire, devraient s'accroître seulement de 1,4 % pour s'établir à 656 milliards de dollars en 2023, en raison du ralentissement de l'activité économique dans les pays d'origine.

En 2022, les envois de fonds ont bénéficié du niveau élevé des cours du pétrole dans les pays membres du Conseil de Coopération du Golfe, qui a entraîné une augmentation des revenus des migrants. Au niveau des régions de destination, les remises migratoires ont diminué de 3,8 % dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, mais ont augmenté de 0,7 % en Asie de l'Est et Pacifique, de 19 % en Europe et Asie centrale, de 11,3 % en Amérique latine-Caraïbes, de 12,2 % en Asie du Sud et de 6,1 % en Afrique subsaharienne.

Plus précisément, les envois de fonds des migrants à destination du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord ont diminué de 3,8 % pour s'établir à 64 milliards de dollars en 2022 alors qu'ils avaient affiché une augmentation de 12,2 % en 2021. Certaines économies de la région, parmi lesquelles plusieurs pays du Maghreb, ont cependant enregistré des hausses légères.

En 2023, les remises migratoires devraient augmenter de 1,7 %, avec des projections qui diffèrent selon les sous-groupes de la région, en fonction de leurs principaux pays d'accueil et de leur degré d'exposition à l'inflation et à la volatilité financière. Le coût d'un transfert de 200 dollars vers la région était, en moyenne, de 6,2 % au quatrième trimestre de 2022, contre 6,4 % un an auparavant.



Sustainable and inclusive MOBILITY

As a global mobility operator and integrator, Transdev empowers freedom to move every day thanks to safe, reliable, and innovative solutions that serve the common good.

We are proud to transport 11 million passengers daily.

Our approach is rooted in close collaboration with communities and businesses, and in the search for sustainable transportation solutions.

We are people serving people. And mobility is what we do.